

L'AMBASSADEUR DE CUBA QUALIFIE DE SOLIDES LES RELATIONS BILATÉRALES

La commission algéro-cubaine se réunira le 28 janvier

La commission mixte algéro-cubaine se réunira le 28 janvier à La Havane pour faire le point sur la coopération bilatérale qui lie deux pays aux «relations historiques solides», selon Roberto Blanco Dominguez qui a animé hier une conférence de presse. Le diplomate qui a choisi la célébration du 45^e anniversaire des relations algéro-cubaines et la tenue des élections législatives demain à Cuba a rappelé qu'entre les deux pays, la coopération remonte aux années 1960. A l'époque, Cuba avait reçu des blessés de guerre algériens avant qu'une collaboration à long terme dans le domaine médical ne soit amorcée. Depuis, les médecins cubains exercent de plus en plus dans les hôpitaux algériens. Pas moins de quatre hôpitaux ophtalmologiques sont actuellement en chantier. Celui de Djelfa ouvrira sa partie clinique au plus tard le 28 janvier prochain. Un accord dans le secteur de la santé avait également été ratifié en 2006, prévoyant une participation plus étendue des médecins cubains dans les spécialités de gynécologie, notamment dans les Hauts-Plateaux. Un projet de mise au point d'un vaccin contre l'hépatite C est en cours d'élaboration avec l'Institut Pasteur. Mais l'ambassadeur assure que la coopération ne se limite pas au domaine de la santé puisqu'elle est en train de s'élargir au sport et au domaine de l'énergie. Interrogé au sujet du volume des échanges en 2007, l'ambassadeur a répondu qu'il ne disposait pas de bilan chiffré. Même réponse laconique lorsque Roberto Blanco Dominguez est appelé à donner son appréciation sur la situation sécuritaire en Algérie. «Je ne suis pas bien placé pour commenter cela. Un spécialiste le ferait mieux que moi mais je peux vous assurer que je me sens en sécurité à Alger, même si j'ai remarqué un renforcement de la sécurité», dira-t-il avant de discourir sur le système électoral cubain. A la veille de la tenue de l'élection des 611 députés, le diplomate a assuré que le système cubain était l'un des plus transparents puisque même des étrangers de passage à Cuba peuvent vérifier l'urne dans un pays qui, à ses dires, considère le vote comme un «acte public».

Nawal Imès

LE PROGRAMME DE MISE À NIVEAU DES PME DOIT ÊTRE REFOUDÉ

Consacrer 1 à 2% du PIB, mettre en place des caisses mutualistes...

Il n'y a pas de réelle stratégie pour le développement de la petite et moyenne entreprise selon des membres du Conseil national consultatif pour la promotion de la PME. Ceux-ci appellent notamment à faire de cette question «une préoccupation centrale» et à lui consacrer 1 à 2% du PIB. Ils ont également appelé à refonder le programme de mise à niveau.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Le Centre de presse d'El Moudjahid a reçu hier lors d'une conférence-débat des membres du Conseil national consultatif pour la promotion de la petite et moyenne entreprise (CNC-PME). Le président de cette instance, Zaïm Bensaci, le vice-président de l'Association nationale des exportateurs algériens (Anexal), Ali Bey Nasri, et le consultant Sid-Ali Abdelaoui, membre de la Confédération générale des entrepreneurs algériens (CGEA), ont relevé, unanimes, l'absence d'une stratégie réelle de développement de la

PME. Pour Zaïm Bensaci, les contraintes récurrentes (l'accès au foncier, les lenteurs administratives, les difficultés de financement, l'informel, la contrefaçon,...) persistent. D'où la nécessité, selon lui, de faire de «la question de la PME non une préoccupation satellitaire mais une préoccupation centrale» pour le gouvernement. Voire, de «consacrer 1 à 2% du PIB exclusivement au développement de la PME». Estimant que la proposition relative à une banque spécifique aux PME et qui a suscité une levée de boucliers est devenue «un

dossier tabou», Zaïm Bensaci a suggéré l'opportunité de mettre en place des caisses mutualistes où les entrepreneurs seraient actionnaires. Considérant que les résultats du programme de mise sont «insuffisants» et qu'«on aurait pu mieux faire», le président du CNC-PME a appelé à refonder ce programme.

En impulsant une mise à niveau spécialisée, par filières de branches, au profit des entreprises qui ont des difficultés financières, en recourant à l'expertise nationale et non seulement étrangère. Mais aussi en œuvrant à ce que l'agence nationale de développement des PME, dotée de 100 milliards de centimes par an, soit effectivement opérationnelle. Abondant dans le même sens, le consultant Sid-Ali Abdelaoui a appelé à lancer un débat national sur la mise à niveau, impliquant de manière primordiale, effectivement et

de manière durable, les chefs d'entreprise. Zaïm Bensaci qui a indiqué que CNC «planche actuellement sur un schéma de développement de la PME», les recommandations élaborées à l'issue des assises nationales sur la stratégie industrielle, tenues en février 2007, ne sont pas appliquées. A ce propos, il a indiqué que «la clause relative à la restructuration financière a été occultée». De son côté, le vice-président de l'Anexal, Ali Bey Nasri, a indiqué que le déficit fiscal provoqué par le démantèlement tarifaire avoisine annuellement les 600 millions de dollars. Et qu'à l'horizon 2017, un déficit fiscal de 3 milliards de dollars est attendu. D'où la nécessité, selon cet exportateur, de mettre en œuvre un plan national de développement et de compétitivité et d'«aider et protéger les entreprises».

C. B.

ALI MERABET ÉVALUE LES EFFORTS DE L'UGTA DANS LE SECTEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE

«Nous avons accompli un travail important»

«Dans le dossier de la Fonction publique, le mérite revient à l'UGTA qui a mis en place les fondements d'un véritable débat autour de la question. Personnellement, je suis fier du travail accompli par notre organisation dans ce domaine.» Ali Merabet, le secrétaire national chargé du département de la Fonction publique au sein du secrétariat national de l'UGTA, est optimiste quant à l'aboutissement des négociations engagées avec les pouvoirs publics sur la question des statuts particuliers. Nous avons accompli un travail important.»

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Selon lui, «les discussions avancent normalement et jusqu'au jour d'aujourd'hui, plusieurs statuts particuliers ont été finalisés à l'image de ceux des secteurs de la Fonction publique, des collectivités locales, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur, des douanes et de la police. Pour les autres statuts, dont certains se trouvent au niveau de la direction générale de la Fonction publique, leur finalisation n'excèdera pas le mois d'avril prochain, d'où la nécessité d'engager une évaluation avec nos structures syndicales concernées».

C'est dans cette optique que la Centrale syndicale organisera aujourd'hui au siège de la Maison du peuple Abdelhak-Benhamouda une rencontre avec les cadres syndicaux des

féderations relevant du secteur de la Fonction publique. Une réunion organisée sous l'égide du département de la Fonction publique mais qui verra, a-t-on appris, la présence du secrétaire général de l'UGTA. «C'est une rencontre d'évaluation. Des points de vue s'échangeront, comme nous comptons par ailleurs orienter nos syndicalistes sur des points qui leur permettront de faire avancer les négociations et arracher les droits des travailleurs», a ajouté M. Ali Merabet. Lors de cette réunion, il sera sans aucun doute question de commenter les dernières sorties médiatiques des syndicats autonomes du secteur de la Fonction publique et autres critiques portées à l'encontre de la Centrale syndicale. Sur ce chapitre, notre interlocuteur a fait savoir que «les propos tenus par certains ne concernent

nullement l'UGTA. Nous avons accompli notre mission conformément aux objectifs assignés. Nous sommes optimistes quant à la suite des événements. Les augmentations seront conséquentes, mais je dirais que face à une situation sociale des plus complexes, cette augmentation restera en deça des aspirations». «Encore une fois, je dirais que nous avons franchi un pas considérable dans ce domaine. A titre d'exemple, je vous cite l'augmentation du point indiciaire qui est passé de 21,5 DA à 45 DA, sans compter la nouvelle grille des salaires. En somme, je dirais que le travail accompli par l'UGTA est positif à plus d'un titre. Notre bilan en atteste malgré ce qu'on dit ça et là», conclut M. Ali Merabet qui a tenu à mettre en évidence «l'intervention du chef du gouvernement qui a instruit les structures concernées pour faciliter le travail des syndicalistes».

Cela étant, il y a lieu de noter que la revalorisation des salaires dans le cadre de la mise en place des nouveaux statuts particuliers interviendra après l'adoption des 42 autres statuts en Conseil du gouvernement. Selon le secrétaire général du gouvernement, M. Naoui,

«dans le cas où tous les statuts ne seront pas finalisés durant ce mois, des rappels vont être virés dans les comptes des fonctionnaires. Plus de 1,5 million de fonctionnaires sont concernés, faut-il le souligner, par cette augmentation des salaires. Sur un autre plan, ce même responsable a dressé une critique dirigée contre la Centrale syndicale UGTA qui avait insisté, pour rappel, sur le fait que l'augmentation des salaires des fonctionnaires devait intervenir dès ce mois de janvier. «Cette histoire ne concerne pas l'UGTA», tonne le représentant du gouvernement qui regrette «des questions superflues» qui ont été soulevées sur le sujet.

Il faut savoir que la révision du statut des corps communs a donné lieu à plusieurs réaménagements, notamment la suppression de certains grades et la création d'autres, la hiérarchisation des grades, l'organisation de la fonction spécialisée, etc. Selon M. Noui, il existe dans la Fonction publique quelque 478 grades et nombre d'entre eux ne répondent plus, dit-il, à la qualification demandée aujourd'hui.

A. B.

M. CHERIF RAHMANI VEUT «BOOSTER» LE SECTEUR TOURISTIQUE

80 contrats de partenariat signés avec des investisseurs

Pas moins de 80 investisseurs ont signé, hier, des contrats de partenariat avec le ministère de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et du Tourisme. M. Cherif Rahmani, premier responsable du secteur, a déclaré à cette occasion que les projets d'investissement en question doivent être livrés dans les délais souscrits.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Il s'agit de la réalisation de 5 986 lits pour un coût global d'investissement de 20 milliards de dinars et un chiffre d'affaires de 3,50 milliards de dinars. A cet effet, M. Cherif Rahmani a enjoint les directeurs du tourisme des différentes wilayas du pays de faciliter la concrétisation des projets d'investissement sur le terrain : «Vous devez être du côté des investisseurs, et de ce fait réguler les délais de concrétisation des projets et les réduire au niveau local», a déclaré le ministre. Il notera aussi que le ministère accompagnera et suivra ces projets tout au long de leur phase de réalisation. M. Cherif Rahmani qualifiera le secteur ni plus ni moins que d'«atone» et appellera les différents acteurs à fournir des efforts «pour faire du tourisme un secteur faisant office de levier pour l'économie alternative», précisant que les investisseurs sont accusés à tort de frilosité et qu'il s'agit plutôt de créer les conditions de facilitation et une dynamique sérieuse pour la concrétisation des projets. M. Cherif Rahmani a en outre annoncé qu'une

évaluation des atouts et des lacunes du secteur a été établie, permettant une meilleure vision de la situation. La problématique notamment du nombre réduit des infrastructures d'accueil a également été soulevée lors de la rencontre. D'où l'importance des projets d'investissements inscrits et qui apporteront un nombre supplémentaire de lits. Concédant en outre que la réalisation des investissements représente une véritable course d'obstacles, le premier responsable du secteur du tourisme a rappelé l'engagement de son département à accompagner la réalisation des projets d'investissement. Les quatre vingt projets dont il est question concernent aussi bien des hôtels, des stations balnéaires que la réalisation d'une marina. Le ministère s'engage pour sa part à accompagner l'insertion des établissements réalisés, dans les circuits touristiques à proposer au marché national et international et dans les supports de promotion et de publicité de la destination Algérie. Les investisseurs présents, bien que leurs projets soient déjà lancés, expriment pour

un certain nombre d'entre eux leurs appréhensions vu les difficultés d'ordre administratif et notamment au niveau des banques. Cela est le cas de M. Meghazi, cet investisseur Algérien qui évoquera un projet «discret» comme il le qualifiera à Saket dans la wilaya de Béjaïa. Il s'agit de la réalisation de 100 appartements et 50 chambres. Si, pour la région ce projet représente une véritable bouffée d'oxygène, pour son initiateur il s'agit d'une sorte de test pour prendre la température des possibilités d'investissement touristique en Algérie. L'homme d'affaires possède en effet maints

autres projets en dehors du secteur touristique. Ceci alors que le plus gros de ses investissements, jugés importants, se trouvent à l'étranger dans des pays tels que la Suisse, le Canada, l'Uruguay et l'Argentine. «J'ai choisi de me lancer dans l'investissement touristique dans mon pays et je précise que j'ai auto-financé mon projet, sans donc l'aide des banques. C'est en fait une sorte de test. Si le projet aboutit, tant mieux, sinon nous concéderons nos parts à d'autres investisseurs», a déclaré notre interlocuteur.

F.-Z.B.

ÉLECTRIFICATION ET AMÉNAGEMENT

FERROVIAIRES

Ouverture de plis

Les responsables de l'Agence nationale d'étude et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (Anisrif) ont procédé à l'ouverture des plis de plusieurs appels d'offres. Pour ce qui est de la nouvelle ligne à double voie électrifiée Oued Tlelat - Tlemcen, quatre soumissions ont été déposées sur les neuf cahiers des charges retirés. Il s'agit du groupement d'entreprises conduit par un chef de file dont Saïd, Desso, MDI ainsi que SNC Lavalin. Le deuxième appel d'offres qui concerne la ligne à voie unique sur le tronçon Saïda - Moulay Slissen a vu la soumission de quatre groupements (TPS/Ceto, Esso Obertmayer et Bernard, SNC Lavalin Canada et Maghreb). La dernière opération a concerné l'ouverture des plis pour la fourniture et les travaux d'aménagement et d'installations ferroviaires de la banlieue algéroise. Trois groupements d'entreprises ont soumissionné, il s'agit de SNC Lavalin, Andruy, groupe THC USA, ainsi qu'un groupement composé de six entreprises.

N. M.